

## L'équation cubaine et nicaraguayenne

*Avec le renversement des dictatures bureaucratiques, la défaite électorale sandiniste au Nicaragua, l'isolement croissant de la révolution cubaine et l'aiguïsement des contradictions à Cuba constituent l'un des événements majeurs de l'année écoulée.*

*Il va sans aucun doute alimenter discussions et redéfinitions, non seulement dans la gauche révolutionnaire latino-américaine mais bien au-delà. D'où l'importance d'aborder le bilan de ces expériences à partir de leur originalité et de leurs contradictions spécifiques, non avec des lunettes et des schémas d'importation. Des camarades croient détenir la clef du problème. Il aurait suffi de combiner les mesures économiques de la révolution cubaine (nationalisations hardies) et la démocratie nicaraguayenne (élections sandinistes). Réponse pour attrape-nigauds, qui laissera perplexe plus d'un militant révolutionnaire latino-américain, et pas seulement. Car, hélas, «le modèle cubain» n'est pas une réussite économique. Car, hélas, les élections «libres» Nica ne sont pas un modèle de démocratie. Cette contribution n'a d'autre but que d'esquisser ce que pourrait être une étude comparative critique des révolutions cubaine et nicaraguayenne.*

### I) Révolution cubaine et révolution nicaraguayenne

#### 1. Révolutions dans des pays fortement dépendants

Il s'agit de révolutions qui poursuivent (théorie de la révolution permanente) l'achèvement de la souveraineté nationale contre l'impérialisme par la mobilisation populaire sous hégémonie ouvrière et paysanne. La théorie de la révolution permanente ne confond pas le début du processus et sa fin, l'édification socialiste comme condition ultime de consolidation des conquêtes nationales et démocratiques avec les tâches anti-impérialistes qui initient le processus. Il n'y aurait sinon aucune spécificité de la révolution permanente dans les pays dépendants par rapport à la stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes développés. La théorie de la révolution permanente insiste en revanche sur la continuité dialectique entre le début et la fin du processus.

● Le point de départ, à Cuba comme au Nicaragua, ce sont des sociétés fortement dépendantes : monoculture ou quasi (sucre à Cuba ; café et coton au Nica). Des États directement sous tutelle des États-Unis (depuis le début du siècle à Cuba, depuis l'intervention américaine des années trente au Nica) et situés dans ce qu'ils considèrent comme leur zone directe de sécurité.

● Dans les deux cas, une bourgeoisie nationale rachitique ou compradore, liée aux multinationales, à l'État-casino et à la mafia, dans le cas cubain ; à l'oligarchie somoziste dans le cas du Nicaragua.

Conclusion : les comparaisons avec la révolution russe ou chinoise sont plus qu'aventureuses. Ni à Cuba ni au Nicaragua n'existent les mêmes ressources propres (matières premières) ni les conditions géopolitiques (peti-

tesse du pays, proximité de l'impérialisme américain) permettant d'envisager une période de développement autarcique autocentré, en attendant l'extension de la révolution mondiale.

#### 2. Des structures différentes

Par-delà une communauté de situation, les différences entre Cuba et le Nicaragua au moment de la révolution n'en sont pas moins réelles et lourdes de conséquences.

Cuba compte en 1959 environ 8 millions d'habitants, dont 55 % de population urbaine (environ 400 000 ouvriers), une tradition d'organisation réelle du mouvement ouvrier (syndicat, tradition du parti communiste, éléments anarchistes), une agriculture capitaliste fortement concentrée (Julio Lobo contrôle près de 50 % de la production sucrière, exportée à 80 % à destination des États-Unis), un fort salariat agricole (700 000 saisonniers et 100 000 salariés stables des sucreries), un revenu par tête d'habitant qui est le troisième d'Amérique latine après ceux de l'Argentine et de l'Uruguay.

Le Nica, en 1979, ce sont à peine plus de 2 millions d'habitants, une population agraire supérieure à la population urbaine, une structure agraire dominée par la moyenne et petite propriété, un mouvement ouvrier pratiquement inexistant (188 usines de plus 30 salariés, 96 de plus de 100 salariés, 27 000 syndiqués au total...)

#### 3. Quelle transition ?

Dans les deux cas, le problème posé après la prise du pouvoir est de résister à la pression (économique et militaire) de l'impérialisme, en s'appuyant sur une élévation relative du niveau de vie, donc en développant les forces productives à partir des conditions concrètes de dépendance.

Nous, marxistes révolutionnaires, savons de grande sagesse que cet effort a ses limites. Qu'on ne construit pas le socialisme dans un seul pays. Encore moins dans un seul pays petit, pauvre et dépendant. Mais on ne choisit pas son pays, ni l'ordre des élus au paradis révolutionnaire ! La seule question qui vaille serait de savoir si les dirigeants cubains et nicaraguayens ont freiné ou essayé de favoriser à leur manière, dans la mesure de leur possible, l'extension de la révolution.

● En ce qui concerne les Cubains, ce n'est guère discutable. On peut leur reprocher une stratégie politico-militaire erronée. On peut leur reprocher la confusion entre le rôle du parti auprès des autres partis révolutionnaires et la diplomatie d'État dès lors qu'ils pensent que la révolution n'est pas à l'ordre du jour, mais certainement pas d'avoir bloqué l'extension de la révolution quand ils la pensaient possible (Olas dans les années soixante, Angola dans les années soixante-dix, Grenade, Nicaragua, Salvador, Dominicaine dans les années quatre-vingt...).

● En ce qui concerne les sandinistes, rien ne permet de dire, jusqu'aux accords de San Isidro, qu'ils aient freiné au lieu d'aider la révolution salvadorienne.

Concernant l'extension de la révolution, ils seraient donc plutôt en droit de demander des comptes aux autres, aux grands frères du camp socialiste, au mouvement ouvrier des métropoles impérialistes (de quel poids a-t-il pesé pour alléger la pression impérialiste ?). Et nous devons comprendre qu'il puisse y avoir dans les réponses à ces questions les racines d'un certain tiers-mondisme tenace.

En attendant l'extension salvatrice de la révolution, il faut donc bien vivre, avec le sucre et le café. À la différence de l'URSS et de la Chine, Cuba et le Nicaragua révolutionnaires

sont de stricts exportateurs de matières premières. Qui plus est monoproducteurs. Exposés à toutes les manipulations des cours internationaux du sucre ou du café.

L'avenir conscient de la révolution, (Trotsky l'avait bien compris dans les années vingt) dépend du développement social et culturel du prolétariat. Industrialiser, donc. Différencier la production. Sortir de la spirale de la dépendance.

Mais pour acheter des machines, développer un plan d'éducation et de formation, construire des écoles et des fabriques, il faut un fond d'accumulation. Où le trouver dans ces économies ruinées. Ce fut en URSS le problème de l'accumulation socialiste primitive. Avec les grands espaces, les ressources démographiques, les minerais et les sources d'énergie potentielle.

Mais à Cuba ? Au Nica ?

Pour accumuler, il faut bien, soit exporter ce que l'on a ; soit recourir au crédit et à l'aide internationale. Hier le crédit léonin de l'impérialisme, aujourd'hui le crédit autrement léonin du camp socialiste ou de la social-démocratie européenne ?

Dans les années soixante, Cuba a d'abord compté sur l'aide du camp socialiste pour initier un audacieux projet de transformation économique (industrialisation, différenciation de la production, planification) notamment sous l'impulsion du Che. Constat d'échec. Repli : mini-plans sectoriels à court terme et retour à l'arme de la mono-production : objectif 10 millions de tonnes de sucre !

Au Nicaragua, avant que la guerre ne vienne bousculer et déformer tout projet économique, la voie tracée était, semble-t-il, la seule raisonnable. Partir de la production des matières premières existantes, jouer sur une gamme différenciée d'aides internationales

(URSS, RDA, mais aussi Europe occidentale, États latino-américains) pour ne pas tomber brutalement d'une dépendance sous une autre. Initier une industrie de transformation des matières premières locales en produits manufacturés exportables.

En gagnant du temps ! Dans l'espoir que les conditions politiques internationales et régionales pouvaient se modifier entre-temps. Ce n'était pas déraisonnable.

#### **4. Des moyens inégaux**

Rappelons encore une fois que les conditions initiales entre Cuba et le Nicaragua sont dès l'origine inégales.

##### **À Cuba :**

● les destructions de la guerre civile sont relativement limitées. La guerre civile a été brève, l'effondrement de la dictature rapide et brutal. C'est la révolution la plus « économique » du siècle. La révolution bénéficiait donc d'un acquis relatif (le développement culturel de la société cubaine comparé à celui d'autres pays latins ; ce fut d'ailleurs un argument de l'impérialisme pour expliquer que les acquis dont se flattait la révolution cubaine n'étaient en réalité que le fruit d'un développement antérieur) ;

● la réforme agraire et la nationalisation dès 1960-1961 des biens impérialistes ont mis entre les mains du gouvernement révolutionnaire les principaux leviers économiques ;

● la situation géopolitique de l'île ne lui a pas épargné l'agression et l'état de siège (baie des Cochons, blocus), mais elle lui a évité l'installation d'un état de guerre endémique à la frontière et sur son territoire ;

● ses relations conflictuelles avec « le camp socialiste » et principalement l'URSS lui ont néanmoins permis de bénéficier d'une aide

conditionnelle mais réelle; les accords de 1973 sont intervenus en plein désastre économique et ont permis à Cuba de reprendre pied (malgré les contreparties politiques) au prix d'un fort endettement.

#### **Au Nicaragua :**

- l'économie est ruinée par deux ans de combats (destructions matérielles, nombre de morts rapporté à la population, blessés et invalides);
- la nationalisation des seuls biens de Somoza, contrairement à ce qu'avaient escompté les sandinistes, pensant faire jouer à cette mesure un rôle comparable à celui de la nationalisation des biens impérialistes à Cuba, ne leur donnent pas un levier suffisant pour encadrer et piloter l'ensemble de l'économie;
- la situation en Amérique centrale et l'intervention impérialiste, surtout à partir de 1984, imposent une économie de guerre (les dépenses militaires mobilisent dès lors plus de la moitié du budget), privent l'économie d'une partie de la production (production détruite) et des devises qui en résulteraient, rendent hypothétique tout projet de développement à moyen terme;
- la « stagnation » et la crise déjà perceptible du prétendu « camp socialiste » ne permettent même pas d'escompter une aide équivalente à celle dont a bénéficié Cuba.

#### **5. Facteur subjectif ?**

Il faudrait encore souligner dans les deux cas le lien logique entre la révolution elle-même, la stratégie et les modalités de la prise de pouvoir, et les problèmes de la transition. Il n'y a pas en effet de muraille de Chine entre les deux.

À Cuba, le projet stratégique qui a présidé au débarquement du *Granma* était insurrec-

tionnaliste (combinaison entre le soulèvement prévu de Santiago de Cuba et la colonne débarquée du *Granma*). Jusqu'à l'échec de la grève générale du printemps 1958, cela reste plus ou moins le schéma (d'ailleurs de plus en plus conflictuel entre le « llano » et la « sierra »). Ensuite, devant l'échec d'une grève générale désarmée, Fidel inverse le schéma : d'abord la victoire militaire à partir de la transformation de la guérilla en armée rebelle, ensuite seulement la grève générale comme parachèvement de la victoire. C'est ce qui s'est passé. La grève à La Havane est déclenchée après l'entrée de l'armée rebelle. Conséquence, l'armée rebelle (et non l'auto-organisation populaire) est la colonne vertébrale du contre-pouvoir. Conséquence aussi, la tradition de commandement volontariste et exemplariste appliquée à l'économie et aux problèmes de la transition... Il faudrait développer.

Au Nica, le projet stratégique a connu bien des reformulations au fil des échecs. D'abord « foquiste » selon l'image simplifiée de la révolution cubaine, il est corrigé à la fin des années soixante-dix après les échecs cuisants de Bocay et de Pancasan, dans le sens « vietnamien » d'une guerre populaire prolongée où l'affrontement final de deux armées doit résoudre du même coup le renversement de la dictature et l'instauration d'un pouvoir socialiste prolétarien. Dans les années 1974-1975, nouvelle reformulation qui distingue une perspective insurrectionnelle (d'où travail urbain, d'où alliances pour diviser la bourgeoisie entre somoziste et anti-dictatoriale) pour le renversement de la dictature, et la guerre prolongée pour le socialisme. Finalement, synthèse des trois projets sandinistes sous hégémonie « tercériste ». Les alliances sous hégémonie sandiniste pour le renversement de la dictature ne s'arrêtent pas du jour au lendemain. Il s'agit

d'approfondir la légitimité révolutionnaire à partir des tâches pratiques rencontrées, non à partir d'*a priori*. D'où l'insistance sur le caractère Nord-Sud du conflit avec l'impérialisme, sur le non-alignement, sur la démocratie et l'économie mixte. En gardant l'hégémonie politique (ce sont les commandants qui nomment le gouvernement et non l'inverse) et le pouvoir militaire déterminant.

Enfin dans les deux cas, il ne suffit pas de parler de « directions empiriques », qui réagiraient positivement à la pression des événements. Ce ne sont pas bouchons au fil de l'eau. Les percevoir ainsi, ce serait les sous-estimer doublement : aussi bien dans leur détermination révolutionnaire que dans l'existence de conceptions définies que nous ne partageons pas nécessairement.

Ainsi, la direction du 26 juillet compte dès le début d'anciens communistes et anars, qui connaissent assez bien l'histoire du mouvement ouvrier et pour qui le stalinisme n'est pas une réalité si lointaine. Il suffit de lire le projet de programme rédigé par Hart, Franqui, F. Pais en 1956 (enterré par Fidel qui, programmiquement « était un hermétique » !) ou même les lettres de prison de Fidel après la Moncada. Sans parler évidemment du Che. Ainsi, il suffit de lire les textes de Carlos Fonseca pour voir que la formation du noyau sandiniste se fait directement dans les turbulences du mouvement communiste international, en rupture consciente avec l'ancien PC nica sous l'influence de la révolution cubaine. Fonseca est un communiste d'un petit pays pauvre et dépendant, pas un « petit-bourgeois radicalisé ».

En revanche, castristes et sandinistes sont conscients de diriger des révolutions anti-impérialistes à finalité socialiste. Ils manœuvrent pour cela en gardant des bornes : ne pas permettre une intervention impérialiste de

dernière minute qui les frustrerait de la victoire, ne pas permettre un arbitrage de dernière minute d'une fraction de l'armée. Sur ces points, Castro comme les Ortega sont consciemment intransigeants (voir le débat dans le *26 juillet* sur les pactes de Caracas et Miami; voir les textes notamment d'Umberto Ortega avant la prise du pouvoir).

## II) Leçons d'un échec

### 1. Les élections nica : une défaite électorale et politique

● Les dirigeants sandinistes ont peut-être été victimes partiellement de leur histoire et de leur tradition. Dans une certaine mesure, ils avaient remporté une victoire militaire en bloquant l'une des hypothèses de la stratégie de contre-insurrection impérialiste : celle visant à créer des zones de dualité de pouvoir à rebours, une double légitimité dans le pays. Mais toute stratégie obéit à un plan en étoiles, dont plusieurs branches sont ouvertes. Les sandinistes espéraient probablement, une fois écartée la menace militaire, gagner par les élections un nouveau bail de légitimité leur permettant de négocier de nouveaux crédits, de relancer une nouvelle politique économique. C'était sous-estimer les effets d'usure sociale et politique de la guerre (question de la conscription, de l'appauvrissement), bref une autre branche du plan stratégique impérialiste.

● Dans ces conditions, un résultat de 40 % aux élections (après près de 10 ans de guerre), ce n'est pas si mal. Les bolcheviques, avec Lénine et Trotski à leur tête, auraient fait infiniment moins bien en 1921. N'oublions pas que sous l'effet de la guerre, le salaire au Nica était tombé de l'indice 100 à l'indice 1 en dix ans. Plus qu'une faillite donc, une débâcle. Mais 40 %, même pour un parti ouvrier bourgeois

réformiste en Europe, suffirait à certains pour y lire l'indice d'une formidable radicalisation sociale. Comparaison faite non par volonté polémique, mais seulement pour rappeler à un peu de sobriété ceux qui seraient tentés de voir dans le résultat électoral en lui-même la sanction d'une politique qui aurait coupé les sandinistes des masses ! Gardons le sens de la mesure et des comparaisons...

● La situation au Nicaragua n'est toujours pas dénouée. Des retournements spectaculaires restent possibles. Mais, dans le contexte international et régional, la défaite n'est pas seulement électorale. Elle a une logique politique cumulative, survenant après le reversement du gouvernement de Grenade (1983), le grave échec de la révolution guatémaltèque en 1982, l'impasse de l'offensive salvadorienne de l'automne 1989.

Alors, grande question : Une autre politique économique et sociale aurait-elle permis de mieux consolider la révolution sandiniste ? Ainsi posée, la question n'est pas à écarter. Mais si l'on veut dire par là qu'une autre politique économique et sociale aurait permis de consolider électoralement la révolution sandiniste et de lui assurer une large majorité aux élections de février 1990, c'est une autre paire de manches. Il est probable en effet qu'une politique plus agressive contre le patronat et plus égalitaire socialement, aurait renforcé la cohésion et la mobilisation d'une partie de la population, mais au risque d'une intervention militaire impérialiste ouverte (Panama, le Golfe...) et au prix de mesures coercitives inévitables qui auraient joué en sens contraire du point de vue strictement électoral. Il est généralement angélique de croire qu'une juste politique garantit un résultat électoral. Il n'y a hélas pas d'effet mécanique entre les deux. C'est bien la contradiction réelle de la démocratie.

### 2. Échec économique nica, succès cubain ?

● Nous défendons contre les détracteurs de la révolution cubaine, à juste titre, ses succès sociaux (au moins jusqu'au milieu des années quatre-vingt), l'éradication de l'analphabétisme, le système de santé (espérance de vie, densité médicale proche des pays européens), l'absence de faim et de mendicité. Une modestie voire une pauvreté égalitaire (sauf pour les privilégiés) qui exclut la misère des autres pays latins.

● Mais tout cela a son prix et ses contre parties. S'il n'y a pas guerre ouverte, la pression impérialiste fait qu'il y a une armée de 300 000 soldats pour dix millions d'habitants et que le budget militaire engloutit trois fois le déficit commercial. La dépendance envers l'URSS a été renforcée par les accords de 1973-1974 et l'entrée dans le Comecon. La production de viande et de légumes reste inférieure à ce qu'elle était en 1958.

● La politique économique cubaine est une série de zigzags et d'échecs pathétiques. De 1960 à 1963 : nationalisations, industrialisation, enthousiasme pour la planification. Échec. Débat sur les stimulants matériels et moraux. Tournant de 1963. Volontarisme de Fidel visant alors au dépérissement rapide des rapports marchands et monétaires. Mobilisation pour la zaffra. Désastre productif. Nouvelle rectification de 1970-1975 : réhabilitation de stimulants matériels, revitalisation des organisations de masse, accords de troc avec l'URSS. Nouvelle rectification des années quatre-vingt et réhabilitation de la pensée économique du Che...

● Au bout de ce tortueux chemin, le résultat est là. Cuba n'a pas brisé le cercle de fer de la dépendance. L'URSS est le premier partenaire avec 60 % des importations cubaines et 89 %

des exportations. La part du sucre dans les exportations a même augmenté de 78 % en 1958, à 90 % en 1975 et 84 % encore en 1984 !

Dans toutes ces tentatives et ces efforts, il a manqué un élément de réponse nécessaire : la démocratie des producteurs associés. Nous devons le dire. À condition de préciser aussitôt que, dans les conditions historiques et économiques concrètes, si nécessaire et efficace que ce soit, ce n'est pas une arme absolue. Encore une fois, nous qui dénonçons les illusions du socialisme dans un seul pays, ne nous payons pas le ridicule d'offrir la recette infailible (le bon dosage nationalisations-élections) du socialisme dans une île.

### 3. L'échec Nicaraguayen...

● Le projet initial a assuré une élévation du niveau de vie, largement reconnue, jusqu'en 1984. Épisode à ne pas oublier par les camarades tentés de faire du critère électoral un critère absolu. Les sandinistes auraient perdu électoralement en 1990 à cause de leur conception de l'économie mixte. Auraient-ils alors gagné en 1984 à cause de leur même conception de l'économie mixte ? Débat ridicule, qui ferait de la même politique abstraitement définie une bonne politique jusqu'à 1984 et une mauvaise après ;

● « L'économie mixte » est une formule utilisée par la direction sandiniste. Il faut aller voir ce qu'il y a derrière les mots. Sinon on pourrait imaginer l'économie et la société nicaraguayennes mixtes à l'image de la Suède ou de la France. La part de l'économie nationalisée ou socialisée est un moyen important de contrôle et d'orientation de l'économie, mais non le seul. Peuvent jouer aussi le contrôle des prix, des investissements, du crédit, du commerce extérieur. Trotski parle judicieusement après la conquête du pouvoir poli-

tique « d'incursions despotiques » dans le domaine de la propriété privée, dont la nationalisation est l'une des formes, non la seule.

Quoi qu'il en soit, en 1986 :

- l'aire de propriété populaire (APP) contrôlait 25 % de la production agricole, 40 % de la production industrielle, 38 % du commerce ;
- la grande propriété contrôlait 17 % de l'agriculture, 30 % de l'industrie, 12 % du commerce ;
- le secteur privé industriel représentait 10 000 salariés, 7 % de l'investissement productif seulement.
- Quel est le problème ? Les nationalisations peuvent avoir une fonction de socialisation de l'économie. Elles permettent en ce cas de peser sur la logique de développement par leur poids dans l'appareil productif, par leur rôle stratégique dans les secteurs de l'énergie, des transports, des télécommunications, de l'industrie lourde. Elles sont alors des vecteurs de la planification. Elles permettent en outre un développement de la démocratie des producteurs par l'autogestion ou le contrôle ouvrier.

Tel n'était pas le cas au Nicaragua. Nous avons dit qu'il y avait, en 1979, 27 000 ouvriers dans des entreprises de plus de 30 salariés. Mais quelles entreprises ? Pour la plupart, moyennes entreprises de bois, produits alimentaires, mise en bouteille de boissons. Et quand on parle d'une branche au Nica pour dire que la chimie ou tel autre secteur était privé, il faut aussitôt préciser : combien de salariés, quelle part du produit national, en quoi la nationalisation aurait donné un outil efficace à l'État ou lui aurait mis sur les bras un problème social et économique supplémentaire ?

Les nationalisations peuvent avoir une logique politique plus qu'économique. De ce point de vue, les sandinistes ont procédé exactement

à la manière des Cubains et sous leurs conseils. Les Cubains ont commencé par une réforme agraire assez modérée pour ne pas déchirer l'alliance anti-dictatoriale dès le renversement de Batista. Ils ont répondu en revanche à la pression impérialiste par la nationalisation des multinationales qui concentraient l'essentiel de la propriété industrielle du pays : mesure légitime dans la logique démocratique et anti-impérialiste des débuts de la révolution. Au Nica, la mesure anti-dictatoriale et anti-impérialiste légitime, était initialement la nationalisation des biens de Somoza, même si elle n'apportait pas le poids escompté. Pour aller au-delà, il fallait appliquer non un impératif abstrait (tant de nationalisations, quand ?), mais une logique politique : sanctionner les propriétaires « *vende-patrias* », distribuer la terre aux paysans pour la défense. Ce qui a été fait mais en partie seulement. Insuffisamment ? On peut le discuter. Mais la logique était juste.

● À ce propos, une question reste souvent dans la pénombre de nos discussions. Nous polémi- quons souvent sur la part de l'économie qu'il aurait fallu nationaliser, plus vite, moins vite (sans d'ailleurs prendre en compte les conséquences globales : capacités d'investissement et de gestion, accélération de l'affrontement avec l'impérialisme, risque d'intervention directe). Mais, fidèles à notre réputation, nous sommes beaucoup moins précis et péremptives (les uns et les autres) sur la réforme agraire : quelle logique, quelle part de distribution de titres aux petits paysans, quelle part de coopératives, quelle production et comment. Or, c'est pourtant, vu la structure de l'économie nica, le problème central de la transition et la principale source d'accumulation.

● 1984 et la victoire électorale sandiniste marquent un tournant. Elle est en effet suivie du blocus US. Or, 70 % des échanges se font

encore avec les États-Unis, héritage de la vieille dépendance : la rupture brutale signifierait soit une autarcie misérable soit la garantie d'un soutien de remplacement immédiat du camp socialiste. D'où là encore la nécessité de gagner du temps, la reconnaissance et la renégociation de la dette... Le blocus entraîne aussitôt une forte pression sur les salaires. La guerre s'intensifie et absorbe 60 % du budget. Avec une telle structure budgétaire, « l'économie mixte » est en réalité d'abord une économie de guerre. Le marché intérieur, exigü, est d'une grande vulnérabilité. Le gouvernement aide le secteur privé agro-exportateur sans pouvoir de décision politique pour faire rentrer des devises. Mais, en 1989, le service de la dette absorbe 110 % des recettes d'exportation.

● En 1988, l'économie est en faillite. 30 000 % d'inflation (100 % par jour). Les dégâts de la guerre : une perte estimée à 12 milliards de dollars, à un tiers de la culture de café, à 300 000 têtes de bétail ; à quoi il faut ajouter les effets économiques et sociaux de l'ouragan, de 350 000 déplacés, des blessés et des tués, de la baisse des prix mondiaux des matières premières... Par rapport à 1979, le PNB a baissé de 9 % et de 12 % par habitant. Les importations ont augmenté de 9 % pendant que les exportations perdaient en valeur 15 %.

● Le plan de février et de juin tente une réponse désespérée à cette désintégration de l'économie. En février, dévaluation sauvage, mais augmentation des salaires et prix garantis de 45 produits de base. En juin, libération des prix (sauf les services). Le pouvoir d'achat est passé d'un indice 100 en 1980 à 3,7 en 1988. L'inflation de 30 % à 500 %. Et les sandinistes ont eu 40 % malgré cette situation ! Ils ont peut-être cru pouvoir gagner ainsi le temps nécessaire jusqu'aux élections pour pouvoir

sur la base de leur réinitialisation électorale négociée de nouveaux ballons d'oxygène. En réalité, ils ont eu les effets sociaux dévastateurs d'un plan d'austérité sans les contreparties en termes de crédit. Les créanciers éventuels attendant précisément le résultat électoral (*cf.* tournée d'Ortega en Europe). Ils ont eu les différenciations sociales et la caporalisation des organisations de masse appelées à faire accepter cette politique dans les quartiers et les entreprises.

#### **4. Quelles critiques pour résumer ?**

● Quand nous l'avons cru nécessaire nous avons critiqué la politique sandiniste, publiquement, sans mauvaise diplomatie : au moment de l'État d'urgence et de la restriction du droit de grève ; au moment des accords de San Isidro (novembre 1989) qui faisaient d'ailleurs partie de cette politique désespérée de va-tout électoral, espérant que la victoire électorale desserrerait l'étreinte impérialiste ;

– sur le plan économique, la voie étroite choisie depuis 1980, visant à gagner du temps, à jouer au maximum de la légitimité anti-impérialiste de la révolution aux prises avec des contradictions internes puissantes et dans un contexte d'isolement international, a été globalement correcte. Elle a contribué au succès électoral de 1984, à la mobilisation qui permet seule d'expliquer socialement les succès militaires contre la Contra, et encore au résultat électoral appréciable de 1989. Mais le plan économique de juin 1988, qui libérait et amplifiait les différenciations sociales, était inacceptable, même conçu comme une manœuvre temporaire ;

● ceci dit, si critique il y a, elle ne porte ni principalement ni exclusivement sur la politique économique (difficile de déterminer à distance la bonne dose et le bon moment de nationali-

sations, la bonne équation de réforme agraire), mais, précisément, sur la question de la démocratie. Ces élections pluralistes malgré la guerre sont à l'honneur de la révolution sandiniste. Elles n'en constituent pas pour autant une référence convaincante pour les révolutionnaires latino-américains. Elles reproduisent en effet dans les institutions comme dans la campagne les phénomènes de personnalisation et de délégation de pouvoir de toute élection bourgeoise (président élu pour six ans...). Alors que les sandinistes ont décidé de dissoudre en 1984 le Conseil d'État, assemblée des syndicats, mouvements sociaux et associations professionnelles auraient pu jouer le rôle d'un double pouvoir économique et social, directement attaché aux conquêtes sociales de la révolution, dépositaire d'une autre légitimité. Ainsi, il serait intéressant de voir la réponse d'une chambre directement responsable devant les syndicats de travailleurs et les associations paysannes se prononcer sur le plan de 1988... Les questions tout aussi décisives de l'indépendance effective des organisations de masse, de l'organisation interne et de la démocratie du Front sandiniste en tant que parti relèvent de la même rubrique démocratique.

Plus globalement, on peut considérer que les sandinistes ont partagé certaines illusions des thèses boukhariniennes des années vingt, estimant que, dès lors que le pouvoir politique était assuré, la logique de l'accumulation, même privée, serait automatiquement assurée par la fiscalité ; sous-estimant la part de la décapitalisation, du sabotage et des différenciations sociales. Raisonnablement sans doute aggravé, dans le cas nicaraguayen, par la faiblesse même de l'économie, le caractère rudimentaire de l'État, et la surestimation corollaire du facteur militaire.

Reste, comme le disent certains camarades, qu'il faut proportionner la part de la critique à la part de la responsabilité. Les déterminations de pourcentages ont souvent quelque chose d'arbitraire et d'hasardeux. Il m'est cependant arrivé d'entendre des rapporteurs de la minorité dire que, dans l'affaire nicaraguayenne, 90 % des problèmes viennent de la

situation objective, de l'environnement international ; et 10 % relèvent de la nature et des choix de la direction sandiniste. Soit. Ce dont nous discutons alors, pour faire mieux, pour apprendre, avec d'autres révolutionnaires latinos ou non, c'est de ces 10 %. Discutons-en. Mais n'allons pas par nos outrances inverser les proportions. Les critiques que nous appor-

tons et surtout les solutions ne sont que relatives. Elles peuvent jouer à la marge sur le cours des événements. Elles ne modifient pas à elles seules les données fondamentales de l'équation nicaraguayenne.

XIII<sup>e</sup> congrès mondial  
Bulletin de débat n° 3